

Publiez Ce Que Vous Payez Communiqué de presse

Doha 2009 : La protection de la société civile une priorité; d'autres mesures sont nécessaires pour compléter la mise en œuvre de l'ITIE

Doha, 17 février 2009 : La coalition mondiale de la société civile Publiez Ce Que Vous Payez (PCQVP), a déclaré aujourd'hui que l'Initiative de Transparence des Industries Extractives (ITIE) doit redoubler d'efforts pour protéger les militants de la société civile et s'assurer que la société civile soit un partenaire à part entière de l'engagement en faveur de la transparence de la gestion des revenus issus de l'exploitation des ressources naturelles.

L'ITIE est une initiative internationale qui prône la divulgation publique des paiements effectués par les entreprises pétrolières, gazières et minières aux gouvernements dans le monde entier afin que les citoyens puissent vérifier comment les revenus sont gérés et réduire les risques de corruption et de détournement.

Il n'y a point d'ITIE sans société civile

S'exprimant à la quatrième Conférence Internationale de l'ITIE à Doha, au Qatar, Radhika Sarin, la Coordinatrice Internationale de PCQVP a déclaré: « il ne peut y avoir d'ITIE sans participation de la société civile. Nous sommes préoccupés par le peu de place accordée à la société civile dans de nombreux pays mais aussi par les actes d'intimidation et de harcèlement qui se sont multipliés dans d'autres, dont tout récemment au Gabon. Nous sommes très déçus que Marc Ona, le coordinateur de PCQVP Gabon, fasse toujours l'objet d'une interdiction de sortie des autorités gabonaises et ne soit donc pas en mesure de participer à cette conférence. »

Marc Ona ainsi que deux autres militants anti-corruption et deux journalistes ont été arrêtés le 31 décembre 2008. Ils ont été remis en liberté provisoire le 12 janvier 2009 mais mis en examen sur bases d'accusations fallacieuses et restent passibles de poursuites judiciaires. Ces incidents traduisent une volonté d'intimider et de réduire au silence des militants engagés dans la lutte contre la corruption.

« Le Président du Conseil International de l'ITIE a exprimé son inquiétude au Président gabonais El Hadj Omar Bongo Ondimba, ce qui est positif. Cependant, il faut que l'ITIE adopte une politique officielle claire de tolérance zéro pour toute tentative d'entraver la liberté d'action de la société civile » a ajouté Radhika Sarin.

Christian Mounzéo, président de la Rencontre pour la Paix et les Droits de l'Homme, une organisation de défense des droits de l'Homme de la République du Congo, a appelé l'ITIE à fournir tous les outils et les informations dont les acteurs de la société civile ont besoin pour faire de cette initiative une réussite. « En tant que "chiens de garde" locaux de l'ITIE dans nos pays, nous avons droit à un meilleur accès à l'information et davantage de protection contre le harcèlement, l'intimidation, les accusations tronquées et les représailles en raison de notre action. La possibilité pour la société civile d'agir librement et sans crainte d'interférences ou de menaces est essentielle pour la crédibilité et la réputation internationale de l'ITIE. »

La lenteur de la mise en œuvre de l'ITIE est préoccupante, mais les règles doivent être respectées

PCQVP soutient pleinement la mise en œuvre de l'ITIE, mais les retards constatés dans de nombreux pays suscitent l'inquiétude. La plupart des pays actuellement candidats doivent encore se soumettre à une validation, une évaluation externe qui vérifie que ces pays soient en conformité avec les règles de l'initiative d'ici mars 2010. « Les règles sont essentielles pour la crédibilité de l'ITIE et nous devons veiller à leur application rigoureuse par les pays candidats au cours de l'année à venir et à mesure que la date butoir de la validation approche », a précisé Gavin Hayman, le directeur de campagne de Global Witness, une organisation de veille anti-corruption basée au Royaume-Uni.

PCQVP félicite l'Azerbaïdjan d'être le premier pays à effectuer une validation et acquérir le statut de pays conforme. « Cela constitue une étape importante et démontre que les exigences de l'ITIE peuvent être atteintes » a expliqué Ingilab Ahmadov, le directeur du Centre de Suivi des Dépenses Publiques d'Azerbaïdjan. « Nous saluons également la création récente d'un Groupe Multipartite permanent en Azerbaïdjan, une structure qui nous a singulièrement fait défaut jusqu'ici. Ce résultat positif est la conséquence directe du processus de validation et nous espérons voir se développer un processus multipartite plus ferme et solide dans les prochains mois. »

Publiez Ce Que Vous Payez

Communiqué de presse

Saluant l'adhésion de la Norvège en tant que premier pays candidat de l'ITIE de l'OCDE, Michel Roy, directeur du plaidoyer international de l'ONG française Secours Catholique, s'est félicité des premiers pas effectués par la Norvège pour mettre en oeuvre l'initiative. « Cette décision doit être une sonnette d'alarme pour d'autres pays de l'OCDE, notamment ceux qui siègent au Conseil de l'ITIE tels le Royaume-Uni, les Etats-Unis, le Canada, l'Australie et la France, et qui prétendent que l'ITIE ne s'appliquent pas à eux. La Norvège est consciente que la mise en oeuvre de l'ITIE contribue à une appropriation et un intérêt plus larges de l'initiative et nous souhaiterions voir d'autres pays suivre l'exemple norvégien. »

L'ITIE est une première étape et d'autres mesures complémentaires sont nécessaires

Les données statistiques soulignent que seulement 26 pays sur plus d'une cinquantaine riches en ressources naturelles ont accepté de mettre volontairement en oeuvre l'ITIE. PCQVP estime que cette situation est alarmante et invite l'ITIE et l'ensemble des parties prenantes à apporter leur soutien à des mesures complémentaires, telles que les règles de cotations boursières et les normes comptables internationales qui renforceront et feront avancer l'agenda de la transparence des revenus provenant des ressources naturelles.

Aux Etats-Unis, un projet de loi sur la Transparence des Industries Extractives (*US Extractive Industries Transparency Disclosure Act - EITDA*) est sur le point d'être examiné par le Congrès américain. Il s'agit de rendre obligatoire pour l'ensemble des entreprises établies aux États-Unis la publication des paiements effectués aux gouvernements pour l'exploitation du pétrole, du gaz et des minerais. La loi serait applicable tant aux sociétés américaines qu'étrangères et à l'ensemble des entreprises du secteur extractif dont 90% des compagnies pétrolières actives dans le monde.

Parallèlement, le Conseil du Bureau des Standards Comptables Internationaux, a tenu compte des propositions mises en avant par PCQVP pour des publications spécifiques par pays des paiements effectués par les entreprises du secteur extractif dans ses discussions et présentera bientôt ses recommandations sur de nouvelles normes de comptabilité pour les entreprises du secteur extractif.

« Aucune initiative ne peut se suffire à elle-même », a déclaré Bennett Freeman, un membre du Conseil d'Administration Oxfam America/Oxfam International. « Les règles rendant la publication obligatoire contribueront à la disponibilité des rapports et à l'application d'une norme internationale en faveur de la divulgation des revenus découlant de l'exploitation des ressources naturelles. »

PCQVP reconnaît également l'importance capitale d'une transparence accrue dans l'octroi des licences et les négociations contractuelles qui ne sont pas couverts par l'ITIE. PCQVP salue les efforts spécifiques destinés à rendre l'ITIE plus pertinente et efficace selon le contexte national et régional notamment à travers l'application des principes de l'ITIE aux ressources forestières et halieutiques et au secteur du transport des hydrocarbures.

« L'ITIE se situe à un moment charnière au cours duquel le processus de validation fera l'objet d'une attention particulière. La société civile devrait jouer le rôle qui lui revient de droit, de l'adhésion à la pleine mise en oeuvre de l'initiative, » a souligné Radhika Sarin. « La transparence des revenus provenant des ressources naturelles doit être atteinte à travers un assortiment de mesures volontaires et obligatoires, cette transparence étant essentielle pour la réduction de la pauvreté, la croissance économique et le développement. PCQVP appelle toutes les parties prenantes à appuyer cette approche à facettes multiples. »

Notes aux éditeurs:

Publiez Ce Que Vous Payez (PCQVP) est une coalition mondiale de la société civile qui fait campagne pour la transparence des paiements, des recettes et de la gestion des industries pétrolières, gazières et minières.

Contact presse:

Joseph Williams (Londres)
Chargé d'information et du plaidoyer
+44 7775 751 170 (portable)
+44 20 7031 1616
jwilliams@publishwhatyoupay.org

Publiez Ce Que Vous Payez
c/o Open Society Foundation, Cambridge House, 100 Cambridge Grove, London W6 0LE, UK
Tel: +44 20 7031 1616 Fax: +44 20 7031 0247
www.publishwhatyoupay.org